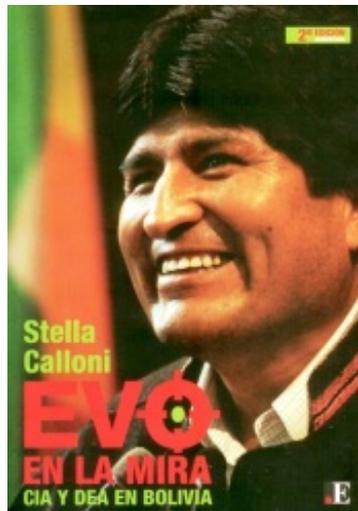


La CIA nationalisée

Jean ORTIZ

12 mars
2015

Retour de Bolivie. Chroniques boliviennes n°4 - Le blog de Jean Ortiz



La liste est longue des méfaits, ingérences, violations de la souveraineté, « achat » de dirigeants politiques, espionnage, sabotages, corruption, coups tordus, coups d'Etat, de la CIA en Bolivie. Les Etats-Unis avaient fait de la Bolivie une sorte de protectorat, un pays soumis où l'ambassade de Washington faisait la loi, les gouvernements... C'était avant, avant EVO, avant la souveraineté et la dignité.

Selon l'ouvrage très précis et détaillé de Stella Calloni, *EVO dans le viseur* (ed Punto de Encuentro, Buenos Aires, 2013), dès l'élection de Evo Morales en 2006, la CIA a travaillé à le renverser, notamment par la tentative sanglante de putsch « civico-préfectoral » du second semestre 2008, les manœuvres visant à fractionner le pays en provoquant la sécession des départements « blancs » et riches de la « Media luna ».

En mai 2004, avec la complicité du président Carlos Mesa, la CIA avait même installé son bureau au sein du palais gouvernemental, sous couvert de « mission anti-terroriste ». Cette « Unité des affaires stratégiques du ministère de la présidence » couvre en fait l'officine de la CIA.

De la même manière, le « Groupe militaire de l'ambassade des Etats-Unis », dépend de la CIA et du « commando sud » de l'armée yankee. L'ambassade étasunienne à La Paz aidait ouvertement l'opposition et le putschisme.

La CIA manipule et finance des ONG, des « fondations » officiellement conçues pour « l'éducation démocratique » (la NED), ou « l'aide au développement » (l'USAID). L'USAID peut être considérée comme le bras politique des Etats-Unis. La NED, fondée par Ronald Reagan à la fin de 1982, se charge en fait de la déstabilisation des gouvernements progressistes et anti-impérialistes.

Depuis quelques années, les ingérences de « l'empire » en Bolivie portent le masque de la « guerre contre la drogue » ; elles utilisent à cette supposée fin la Drug Enforcement Administration (DEA), agence anti-droque des Etats-Unis, et surtout « service (barbouzier) de renseignement ».

Le gouvernement Morales a riposté avec vigueur aux ingérences multiples de Washington en expulsant l'ambassadeur Philip Goldberg, en 2008, et en chassant les fondations, les officines officielles et officieuses de la CIA. Les moyens de la DEA ont été confisqués par La Paz, les fonctionnaires « gringos » priés de quitter la Bolivie, et l'agence yanqui remplacée par la Force spéciale bolivienne de lutte contre le narcotrafic (FELCN).